

print

## La Syrie et la guerre de l'information : Le syndrome irakien

De [Jean Géronimo](#)

Global Research, juin 11, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-syrie-et-la-guerre-de-linformation-le-syndrome-irakien/5338616>

**« Il est inacceptable que le scénario libyen soit réédité en Syrie. »[1]**

**Vladimir Poutine**

27/02/2012

La Syrie est au cœur d'une **guerre d'influence** héritée de la transition post-communiste du nouvel ordre international et médiatisée par des rapports de puissance. Cette guerre « tiède »[2], forme actualisée et désidéologisée de la Guerre froide, opposant l'axe arabo-occidental à l'axe eurasiatique prend, désormais, une tournure décisive.

Un point de non retour a été atteint, suite à *l'islamisation croissante* de l'opposition armée, plus ou moins prévisible et dénoncée par Moscou depuis le début du conflit. Pour V. Poutine, cette montée de l'Islam radical est allègrement alimentée par l'ingérence de puissances étrangères, n'hésitant pas à violer les règles westphaliennes de souveraineté nationale et voyant dans la crise syrienne un prétexte de revenir « dans le jeu ». La construction du **point critique** par la coalition arabo-occidentale, dans le but de déstabiliser le régime syrien, a été jusque là méticuleusement poursuivie – via la formation, l'armement et le soutien des « rebelles » depuis l'étranger, parfois dans le cadre de « camps » installés à proximité de la frontière syrienne. Moscou redoute, désormais, une extension du « printemps islamique » jusqu'à sa périphérie sud.

Dans cette optique, instrumentalisée par les parties en conflit, l'information a un *rôle politique clé*.

### **Rôle politique de l'information, via son formatage de l'opinion publique**

L'appel à l'aide de Damas à la Russie pour une couverture plus « objective » de l'actualité syrienne semble, de ce point de vue, logique. Il s'agit, notamment, d'élargir le *pluralisme* des sources de l'information, unilatéralement orientée jusqu'à présent contre « celui qui massacre son peuple » – selon le slogan médiatique, repris en Occident. Car, comme tout Etat témoin du « scénario » irakien de 2003 (puis libyen de 2011), la Syrie sait parfaitement qu'une stratégie de désinformation patiemment construite peut *justifier* une intervention militaire au nom d'une vision de la démocratie à géométrie variable et, surtout, au profit d'objectifs de puissances globales ou régionales ambitieuses, donc *prédatrices*.

Le mardi 23 avril 2013, le ministre syrien de l'Information, Omrane

al-Zohbi, en visite à Moscou, a ainsi déclaré devant les députés à la Douma (chambre basse du parlement russe) : « *Vous n'ignorez pas que des dizaines d'agences d'information et de chaînes de télévision participent à une véritable guerre de l'information contre nous. Dans le même temps, les chaînes de télévision syriennes n'ont pratiquement pas accès aux satellites* »[3]. Selon les dirigeants syriens, la désinformation médiatique internationale sur l'évolution de la crise s'insère, désormais, dans une stratégie plus globale de *dé légitimation* puis de renversement du régime – au risque d'une **régionalisation** du conflit, tant redoutée par Moscou.

En fait, l'information quotidiennement diffusée sur la « révolution » syrienne est, à l'origine, « produite » par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH[4]), étrange ONG basée à Londres et dirigée par un farouche opposant au président Assad, proche des fameux « frères musulmans ». Cette curieuse situation, politiquement très orientée, nous amène à nous interroger sur la *fiabilité* de cette « information » structurellement anti-Assad et régulièrement reprise par les médias occidentaux, sans aucun contrôle. Depuis le début de cette crise, la Russie a fort justement contesté la légitimité de cette douteuse ONG, comme source quasi-exclusive de l'information sur la Syrie.

Au final, cette évolution a fini par *conditionner* l'opinion publique occidentale contre le méchant « dictateur syrien », pour reprendre l'expression relayée par nos médias. Et une conséquence programmée de cette stratégie informationnelle a été de justifier les divers soutiens extérieurs à l'opposition « rebelle », comme étape préalable à une *ingérence politico-militaire* de plus en plus forte donc, à terme, potentiellement décisive. Au nom du « droit au bonheur » des peuples souverains, justifiant une guerre de « libération ». ». Pourtant, comme le reconnaît le président de la commission d'enquête de l'Onu sur la Syrie, Paulo Pinheiro : « *La majorité des rebelles est très loin de penser à la démocratie. Ils ont d'autres inspirations* »[5]. Fin d'un rêve...

La manipulation de l'information permet, notamment, de répandre des **rumeurs** nuisant à l'image du président Assad, dont celle récurrente depuis plus de 2 ans et déjà couronnée de succès en Irak, de « l'utilisation d'armes chimiques » par le régime. Pour l'Amérique d'Obama, c'est « une ligne rouge » à ne pas franchir et pour l'opposition anti-Assad, une réelle « opportunité » politique. Cet avertissement d'Obama peut, en effet, inciter l'opposition syrienne à mettre en œuvre une stratégie manipulatoire, destinée à *persuader* l'opinion publique mondiale du franchissement effectif de cette ligne interdite, qui précipitera l'intervention américaine. Et, a priori, ce scénario est en train de se réaliser.

Par la voix du secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev, qui reconnaît, à ce jour (le 6/05/2013), l'absence de preuves irréfutables sur l'éventuel emploi de gaz interdits, la Russie pose la bonne question : « *Vu la situation actuelle des dirigeants syriens, ont-ils ou non intérêt à utiliser cette arme? Je pense qu'il s'agit d'une voie suicidaire, et les autorités de Damas n'ont aucun intérêt à l'emprunter* »[6]. Un mois plus tard, le mardi 4 juin 2013, la Commission d'enquête sur les violations des

droits de l'Homme en Syrie souligne la *culpabilité partagée* des deux parties au conflit dans l'emploi des armes chimiques[7].

Alors, qui manipule qui ? Retour, obligé, vers le passé...

### La construction médiatique du « seuil critique » d'intervention

Dés septembre 2011, le site de Bernard-Henri Lévy affirmait, sans aucune preuve rappelle l'Agence France-Presse, que « *des tueurs d'Assad [ont] lancé dans la région d'Al Rastan, non loin de la ville rebelle de Homs, des opérations aériennes avec utilisation de gaz toxiques* »[8]. Le 12 mars 2012, la menace se précise, selon le rapport annuel présenté au Sénat américain par le directeur du renseignement national, James Clapper. Ainsi, il y est indiqué que « *La Syrie développe avec succès un programme de recherche sur les armes chimiques, elle augmente ses stocks de gaz moutarde, de sarin et de gaz neuroplégique VX. Nous estimons que Damas possède également des bombes, des missiles et des obus d'artillerie pouvant servir de vecteurs d'armes chimiques* ». Et Klapper de confirmer, à nouveau comme il y a un an, que « *Les Etats-Unis et leurs alliés surveillent les stocks d'armes chimiques* »[9] redoutant, sans doute, la perte de contrôle par Damas des armes chimiques, au profit des « terroristes ». Certains experts craignent également un possible emploi des armes chimiques, « en dernière extrémité » par Damas. Dans tous les cas, il semble évident que l'arme chimique sera le **signal déclencheur** privilégié d'éventuelles frappes américaines ciblées sur le territoire syrien. En Syrie, insiste un peu plus tard le Figaro, le 22 juillet 2012, « *les armes chimiques sont sous surveillance* »[10]. On redoute alors le pire. Soit, mais pour qui ?

En décembre 2012, le fameux OSDH accuse le régime syrien d'utiliser des armes chimiques à Homs et, en mars 2013, dans les environs d'Alep et de Damas[11]. Bien que très vague, l'information est rapidement diffusée, sans aucune vérification et la moindre suspicion. Plus surprenant, les israéliens s'y mettent à leur tour, le 15 mars 2013. Le chef du renseignement militaire israélien, le commandant Aviv Kochavi, tire alors la sonnette d'alarme. Avec d'étranges certitudes et une certaine « impatience », Kochavi assure que les troupes gouvernementales syriennes s'apprêtent à employer des armes chimiques contre les insurgés : « *Assad n'a pas encore donné l'ordre approprié, mais il s'y prépare déjà* »[12]. Le 23 avril 2013, le renseignement militaire israélien dénonce un « passage à l'acte » du régime syrien. Ainsi, selon un responsable de ce service, le général de brigade Itai Brun, cité par le quotidien Haaretz : « *D'après ce que nous avons compris, le régime [syrien] a eu recours à des armes chimiques meurtrières dans un certain nombre d'incidents, il s'agit probablement du gaz sarin* »[13]. On remarquera que le discours israélien – à l'instar des autres discours accusateurs – s'appuie sur de **pures hypothèses**, mais sur aucune preuve concrète. Etonnant, tout de même, pour une structure de sécurité mondialement réputée...

Le 26 avril 2013, les Etats-Unis affirment (enfin !) avoir des preuves de

l'usage d'armes chimiques en Syrie, selon le Washington Post se référant à une lettre de la Maison Blanche lue par le chef du Pentagone Chuck Hagel à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). Ainsi, selon la missive, « *Les Etats-Unis ont la preuve que des armes chimiques, dont le gaz sarin, ont été utilisées en Syrie à une faible dose* ». Par précaution, la missive rappelle que ces informations doivent être vérifiées avant d'en tirer les conséquences politiques (jg : on devine lesquelles), selon Hagel: « *Nous ne sommes pas en mesure de confirmer l'origine de ces armes, mais nous supposons que tout recours aux armes chimiques en Syrie provient du régime d'Assad* (jg : c'est une présomption de culpabilité). *Nous devons disposer de l'ensemble des faits et des informations. Certaines incertitudes concernant le lieu, la nature des armes et les auteurs persistent* »[14]. Troublant aveu.

Le 10 mai 2013, après d'autres rumeurs, la Turquie entre enfin dans la ronde, par l'intermédiaire de son premier ministre Recep Tayyip Erdogan, avouant détenir (encore !) la preuve de l'utilisation de gaz de combat par Damas. Dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC, Erdogan, omettant (volontairement ?) de citer les détails concernant le lieu et la date d'emploi de ces armes, affirme : « *Des blessés, victimes d'armes chimiques, figurent parmi les personnes placées dans nos hôpitaux. Il ne fait aucun doute que le régime [de Bachar el-Assad] utilise des missiles et des gaz de combat* ». Surtout, il affirme – surprenante révélation ! – que « *la ligne rouge* » autorisant les Etats-Unis à intervenir pour renverser le président Assad « *avait été franchie depuis longtemps* »[15]. Tout devient clair.

Enfin, pour couronner le tout – et cela n'est pas surprenant, même plutôt « logique » – la Grande Bretagne, par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie, William Hague, a alimenté le 20 mai cette **diatribe anti-Assad** : « *On voit apparaître de plus en plus de témoignages convaincants sur le fait que le régime syrien a utilisé et continue d'utiliser des armes chimiques. Nous avons des échantillons physiologiques provenant de Syrie, confirmant l'utilisation de Sarin, même s'ils ne disent rien de l'ampleur de cet emploi* ». Selon le diplomate, « *notre supposition est que selon toute vraisemblance ces armes sont utilisées par le régime syrien* » – « *suppositions* » régulièrement reprises par les diplomaties occidentales, dont américaine et française. Hague a, pour conclure, ajouté qu'il « *n'existait aucune preuve du fait que l'opposition en utilise* »[16]. Voilà qui est dit. Pourtant, à ce jour, il n'y a toujours pas de preuve concrète et irréfutable incriminant Assad mais seulement, des **suppositions**. Comme une réactivation du « *syndrome* » irakien, subordonné à un objectif politique latent – très inquiétant.

Face à la multiplication des accusations, O. al-Zohbi dénonce un « mensonge éhonté », destiné à faire pression sur le régime syrien. Pour lui, il s'agit aussi d'une question morale et humanitaire : « *la Syrie n'utilisera jamais (d'armes chimiques), pas seulement parce qu'elle respecte la législation internationale et les règles d'une guerre, mais en raison de problèmes humanitaires et moraux* »[17]. La position syrienne a, au moins, le mérite d'être claire et, en définitive, d'intégrer un engagement moral.

Redoutant une *instrumentalisation politique*, Moscou a averti que ces multiples rumeurs incontrôlables ne devaient pas servir « d'alibi » pour une intervention militaire en Syrie. Pour l'émissaire du président russe au Moyen-Orient, Mikhaïl Bogdanov, cette stratégie de désinformation doit cesser : « *s'il y a des preuves sérieuses sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, il faut les montrer immédiatement et ne pas les dissimuler* »[18]. Moscou redoute une tentative de répéter le « **modèle libyen** ». Cela explique – en association avec la Chine – son opposition systématique aux résolutions proposées à l'ONU par la coalition arabo-occidentale. Une raison majeure est que ces résolutions sont potentiellement manipulables, donc suspectées de préparer une intervention et, dans une première étape, de chercher à créer une **zone d'exclusion aérienne** – prétexte à un « couloir humanitaire ».

Comme une étrange impression de « déjà vu ».

### La « bombe » politique de C. Ponte, (trop) vite neutralisée...

Dans ce contexte très tendu, le 6 mai 2013 a été un véritable choc. Les rumeurs redondantes sur l'emploi « prouvé » d'armes chimiques par le « sanguinaire » Assad sont alors en effet brutalement remises en cause, par Carla Del Ponte[19], membre de la commission d'enquête indépendante de l'Onu sur les violences en Syrie. Avec un certain courage et contre le consensus médiatique, C. Ponte a même retourné l'accusation contre les vertueux « rebelles » : « *Il existe des suspicions fortes et concrètes, mais pas encore de preuve incontestable, de l'emploi de gaz sarin, sur la base de la manière dont les victimes ont été soignées* ». Puis, la magistrate suisse précise que « *Le gaz aurait été utilisé par les rebelles et non par les forces gouvernementales* »[20]. Un discours, cohérent, précis et nuancé – très loin des certitudes de la **pensée unique** – et surtout, une information plus « équilibrée ». Enfin...

Très (trop ?) vite, les conclusions de C. Ponte ont été à leur tour démenties quelques heures plus tard par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie. Cette Commission précise, en effet, que son enquête « *n'a pas atteint des résultats permettant de conclure que des armes chimiques ont été utilisées par les parties au conflit* »[21]. Avec une certaine légitimité, on peut se demander pourquoi l'enquête n'a pas été poursuivie ? Retour à la case départ.

En fait, on a l'impression d'un traitement à *deux vitesses* des rumeurs sur l'emploi des armes chimiques, selon qu'elles incriminent ou pas le régime syrien. Les nombreuses rumeurs anti-Assad sur cette question n'ont presque jamais été remises en cause, alors qu'elles étaient le plus souvent assises sur de simples « impressions », dans une optique évidente de manipulation – en vue d'accélérer le *seuil critique* d'intervention. Dans le même temps, la demande de Damas (très précise, donc facilement vérifiable) adressée à l'ONU d'enquêter sur l'éventuel emploi d'armes chimiques par l'opposition, le 19 mars 2013 dans la région d'Alep, a été longtemps occultée. Cela a conduit Moscou à dénoncer un « **frein** » à la poursuite d'une enquête politiquement gênante. Ainsi, selon Vitali

Tchourkine, délégué permanent de la Russie auprès de l'Onu : « *Nous exhortons [l'Onu] à renoncer à toute tentative de faire traîner sous différents prétextes la demande formulée par les autorités syriennes d'enquêter sur une utilisation éventuelle d'une arme chimique dans une banlieue d'Alep (nord de la Syrie)* ». En outre, le diplomate russe a souligné que le secrétariat des Nations unies n'avait pas fait preuve « *de suivi, ni de transparence* » lors de l'examen de cette demande[22].

De manière étrange – curieuse coïncidence – les rumeurs chimiques anti-Assad ont repris de plus belle à l'approche de la future Conférence internationale sur la Syrie (prévue courant juillet) et à la veille de la réunion des chefs de diplomatie de l'UE sur l'avenir de l'embargo (28/05 /2013). Ainsi, par l'intermédiaire de deux de ses journalistes, le Monde du 27 mai 2013 rapporte que les forces syriennes utilisent des « gaz toxiques » aux alentours de Damas et que ces derniers en auraient, eux-mêmes, constaté les effets[23]. Au final, on peut penser que cette « information » a été politiquement décisive, dans la mesure où d'une part, l'Europe a décidé de lever prochainement l'embargo sur les armes et que d'autre part, la conférence sur la Syrie, « Genève 2 », – porteuse d'une solution négociée, donc consensuelle – semble fragilisée, tant dans sa portée que dans sa légitimité : on ne négocie pas avec un « dictateur » qui « gaze » son peuple.

Pour cette raison, toute décision issue de cette conférence pourra être définie comme *illégitime* par l'opposition anti-Assad. Une véritable aubaine...

### Une ligne rouge « incontestablement » franchie ?

Comme si, en dernière instance, au nom d'une **présomption de culpabilité** relayée par une opinion publique conditionnée et parce que de *puissants intérêts* sont en jeu, l'information (politiquement correcte) devait être consciemment orientée contre le « dictateur » Assad – créant, par ce biais, une redoutable *asymétrie*. L'objectif implicite est d'accélérer son *élimination* et d'éviter ainsi une solution négociée, gênante pour les éléments les plus « radicaux » de l'opposition, dont la seule chance d'accéder au pouvoir passe par une victoire militaire, c'est à dire par l'écrasement dans le sang du régime syrien – quel qu'en soit le coût. Cette hypothèse est reprise par le chef de la diplomatie russe, Serguei Lavrov : « *On a l'impression que la Coalition nationale, et notamment ses sponsors régionaux, mettent tout en œuvre pour empêcher le lancement d'un processus politique et provoquer une intervention militaire en Syrie* »[24].

Au regard de leur statut et à l'instar du Kosovo, les conclusions de C. Ponte sur la Syrie dépassent le stade de la simple rumeur et mériteraient d'être approfondies – d'autant plus qu'elles apportent une dose *pluraliste* à l'information. Le 2 juin 2013, la saisie d'un « *lot de gaz toxique sarin* » par l'armée syrienne lors d'une opération contre les « rebelles » dans la ville de Hama est venue renforcer les conclusions de l'experte de l'ONU[25]. Alors, pourquoi chercher, à tout prix, à les étouffer ?

Le mercredi 5 juin, le chef de la diplomatie française, L. Fabius, porte le « coup de grâce ». Sur la base d'échantillons analysés en laboratoire, il accuse le régime syrien d'avoir utilisé à plusieurs reprises du « gaz sarin » : « *Nous n'avons aucun doute sur le fait que les gaz ont été utilisés (...). La conclusion du laboratoire est claire: il y a du gaz sarin* ». Selon le responsable français, il s'agit d'une « *ligne qui est franchie incontestablement* ». Et la sentence, au regard des affirmations précédentes, était prévisible : « *Nous discutons avec nos partenaires de ce qu'il va falloir faire et toutes les options sont sur la table* »[26]. Dont, probablement, l'option militaire...

Le « **syndrome** » **irakien**, au cœur d'une terrible guerre de l'information – levier d'un nouveau « soft power ».

**Jean Geronimo**

Grenoble, le 5 juin 2013

*Jean Geronimo : Docteur, spécialiste de la Russie*

[1] <http://fr.rian.ru/world/20120227/193510504.html> : « Printemps arabe : éviter une répétition du scénario libyen », Moscou, 27/02/2012 – RIA Novosti.

[2] Ce concept est développé dans le post-scriptum « **Les Révolutions arabes, et après ? – A la recherche d'un Printemps russe** » de la seconde édition enrichie de mon livre « La pensée stratégique russe », 2012, Sigest.

[3] <http://fr.rian.ru/world/20130423/198152213.html>: « Guerre de l'information : Damas compte sur l'aide de Moscou », Moscou, 23/05/2013 – RIA Novosti.

[4] OSDH : Organisation basée à Londres et représentée par un seul homme (Rami Abdelrahman), *opposant politique* au régime syrien. Il opère dans un studio londonien sous haute protection des services de sécurité britanniques. Ses informations, nourries par de mystérieux coups de fils, sont reprises sans aucun contrôle par AFP, CNN, CBS, BBC... De manière systématique, il incrimine le régime syrien et glorifie l'Armée Libre Syrienne (ALS).

[5] <http://fr.rian.ru/world/20130530/198426810.html> : « Syrie: la majorité des rebelles ne veulent pas une démocratie », P. Pinheiro, Moscou, 30/05/2013 – RIA Novosti.

[6] <http://fr.rian.ru/world/20130506/198236249.html> : « Armes chimiques en Syrie : aucune preuve incontestable », Moscou, 6/05/2013 – RIA Novosti.

[7] <http://fr.rian.ru/world/20130604/198467453.html> : « Syrie: les deux parties ont utilisé des armes chimiques », Moscou, 4/06/2013 – RIA Novosti.

[8] Rapporté par : <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/09/AMADO/48102> : « Syrie, champ de bataille médiatique », A. Amado et M. de Miramon, sept. 2012 – Le Monde Diplomatique.

[9] <http://fr.rian.ru/world/20130312/197776088.html> : « La Syrie possède des armes chimiques et biologiques, selon les USA », Washington, 12/03/2012 – RIA Novosti.

[10] <http://www.lefigaro.fr/international/2012/07/20/01003-20120720ARTFIG00518-syrie-les-armes-chimiques-sous-surveillance.php?print=true> : « Les armes chimiques sont sous surveillance », G. Malbrunot, 20/07/2012 – LeFigaro.fr.

- [11] <http://www.mondialisation.ca/gaz-sarin-en-mains-rebelles/5334115> : « Gaz sarin en mains rebelles », S. Cattori, 6/05/2013 – Mondialisation.ca.
- [12] <http://fr.rian.ru/world/20130315/197804511.html> : « Syrie : l'opposition contrôle les deux tiers du pays », A. Kochavi, 15/03/2013 – RIA Novosti.
- [13] <http://fr.rian.ru/world/20130423/198151299.html> : « Syrie : Damas aurait utilisé des armes chimiques », I. Brun, 23/04/2012 – RIA Novosti.
- [14] <http://fr.rian.ru/world/20130426/198175316.html> : « Syrie – armes chimiques : les USA affirment disposer de preuves », 26/04/2013 – RIA Novosti.
- [15] <http://fr.rian.ru/world/20130510/198264823.html> : « Erdogan affirme avoir des preuves de l'usage d'armes chimiques par Damas », Ankara, 10/05/2013 – RIA Novosti.
- [16] <http://fr.rian.ru/world/20130520/198347400.html> : « Syrie : Londres dit avoir des preuves de l'usage d'armes chimiques par Assad », Londres, 20/05/2013 – RIA Novosti.
- [17] [http://www.liberation.fr/monde/2013/04/27/armes-chimiques-en-syrie-damas-accuse-londres-et-washington-de-mentir\\_899519](http://www.liberation.fr/monde/2013/04/27/armes-chimiques-en-syrie-damas-accuse-londres-et-washington-de-mentir_899519) : « Syrie : le régime rejette les accusations sur l'utilisation d'armes chimiques », dépêche AFP, 27/04/2013 – Libération.fr.
- [18] [http://www.liberation.fr/monde/2013/04/29/armes-chimiques-en-syrie-obama-dit-son-inquietude-a-poutine\\_899918](http://www.liberation.fr/monde/2013/04/29/armes-chimiques-en-syrie-obama-dit-son-inquietude-a-poutine_899918) : « Armes chimiques en Syrie : Obama dit son « inquiétude » à Poutine », dépêche AFP, 29/04/2013 – Libération.fr.
- [19] C. Ponte est l'ancienne Procureuse générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). En 2008, dans ses mémoires, elle a dénoncé le **trafic d'organes** dont auraient été (principalement) victimes des prisonniers serbes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). En 2010, et en dépit de pressions visant à étouffer « l'affaire », cette hypothèse de Ponte a été confirmée par le **rapport Marty**, impliquant dans ce « trafic » des dirigeants du Kosovo, dont l'actuel premier ministre, Hashim Thaçi.
- Sources : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-01-04-Kosovo> : « Trafic d'organes au Kosovo : un rapport accablant », J.A. Dérens, 4/01/2011 – Le Monde diplomatique.
- [20] <http://fr.rian.ru/world/20130506/198233177.html> : « Armes chimiques en Syrie : les rebelles dans le collimateur de l'Onu », Genève, 6/05/2013 – RIA Novosti.
- [21] <http://fr.rian.ru/world/20130506/198237683.html> : « Armes chimiques en Syrie : l'ONU ne dispose pas de preuves formelles », Moscou, 6/05/2013 – RIA Novosti.
- [22] <http://fr.rian.ru/world/20130425/198165598.html> : « Syrie/armes chimiques : Moscou prie l'Onu de ne pas tergiverser », New York, 25/04/2013 – RIA Novosti.
- [23] <http://www.rfi.fr/print/965255?print=now> : « Deux journalistes du « Monde » témoignent de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie », 27/05/2013 – RFI.
- [24] <http://fr.rian.ru/world/20130530/198428356.html> : « La coalition de l'opposition veut provoquer une ingérence étrangère », S. Lavrov, Moscou, 30/05/2013 – RIA Novosti.
- [25] <http://fr.rian.ru/world/20130602/198452666.html> : « Syrie : l'armée saisit un lot de gaz sarin dans la ville de Hama », Moscou, 2/06/2013 – RIA Novosti.
- [26] <http://fr.rian.ru/world/20130605/198474455.html> : « Syrie: Paris accuse Damas d'avoir employé des armes chimiques », Moscou, 5/06/2013 – RIA Novosti.